



# Les migrations au-delà des préjugés

Souvent craints, voire rejetés, les immigrants ont toujours fait l'objet d'un contrôle poussé dans les pays d'accueil. Et ils restent cantonnés aux métiers les moins gratifiants.

## 1 Phénomène ancien, « problème » récent

Depuis le début de l'année, au moins 3 000 femmes et hommes ont péri en Méditerranée en tentant de gagner l'Europe selon l'Organisation internationale pour les migrations. Un drame qui, on l'a vu, semble susciter au moins autant de crainte que de compassion. Or, le débat public repose largement sur l'ignorance, les fantasmes et les mots piégés. On confond allègrement immigrants\* et étrangers\*, termes relevant d'une pensée d'Etat qui occulte les logiques d'émigration. Comme si ces per-

sonnes n'existaient qu'une fois franchies les frontières du pays d'accueil...

Si les hommes ont toujours migré, on tend aujourd'hui à réduire le phénomène à sa forme internationale. Les déplacements internes, tel l'exode rural, ont un impact beaucoup plus profond sur le peuplement d'un territoire. Les migrations internationales n'ont par ailleurs pris de sens qu'avec la constitution des Etats-nations, et la division entre « nationaux » et « étrangers » qu'elle a instaurée. Longtemps, ce dernier terme a désigné ceux qui

n'étaient pas du village et échappaient à l'interconnaissance le caractérisant. En Chine, le système du *hukou*\* crée ainsi des sans-papiers de l'intérieur, les *mingong*, et rappelle la fragilité d'une telle distinction.

En France, la figure de l'étranger s'est établie à partir de la Révolution, au moment où le pays se démarquait de ses voisins par son solde migratoire\* positif. En 1851, le pays comptait environ 400 000 étrangers, soumis à un contrôle serré. La loi du 3 décembre 1849 autorise ainsi le ministère de l'Intérieur à expulser discrétionnairement tout étranger dont le comportement lui apparaît suspect. Au même moment, l'accès à la nationalité française est élargi via l'instauration en 1851 du double droit du sol\* pour répondre notamment aux besoins de main-d'œuvre suscités par la révolution industrielle. La catégorie « immigré » apparaît en-





> **Immigré** : personne née étrangère à l'étranger, mais qui a pu acquérir la nationalité du pays où elle réside.

> **Etranger** : personne ne détenant pas la nationalité du pays où elle réside mais qui a pu y naître.

> **Hukou** : livret indiquant le lieu de résidence officiel de son détenteur, lieu qui détermine un ensemble d'accès aux droits et prestations différenciés (emploi, logement, école, soins, etc.), notamment entre ruraux et urbains.

> **Solde migratoire** : différence entre le nombre de résidents entrés sur un territoire et celui de ceux qui l'ont quitté durant une période donnée.

> **Double droit du sol** : acquisition automatique à la naissance de la nationalité pour les enfants nés sur un territoire de parents eux-mêmes nés sur celui-ci.

> **Marchés primaire et secondaire de l'emploi** : selon la théorie de la segmentation du marché de l'emploi, celui-ci se diviserait en deux compartiments étanches, le premier caractérisé par de hautes qualifications et de bonnes conditions de travail et de salaires, le second par l'inverse.

suite sous la III<sup>e</sup> République et fait l'objet de recensements statistiques. La loi de 1889 accorde la nationalité française à la majorité à tout enfant étranger né sur le territoire français, dans un contexte où l'on cherche à renforcer les rangs militaires face à l'ennemi prussien. Une trentaine d'années plus tard sera instaurée la carte d'identité qui, initialement, est obligatoire pour les seuls étrangers.

Les politiques publiques visant les étrangers sont en fait au croisement de trois logiques politiques potentiellement contradictoires [1]. D'abord, une logique de population qui consiste à assurer l'accroissement démographique de la nation, considéré comme un bien en soi. En

suite, une logique de main-d'œuvre qui vise à éviter les pénuries pour les firmes et à maintenir des salaires bas. Mais elle a aussi pour objectif de « protéger » les emplois des nationaux dans certaines professions (fonction publique et certaines professions libérales, médicales et juridiques notamment) en excluant de leur exercice les détenteurs de diplômes obtenus à l'étranger, voire les citoyens étrangers eux-mêmes. Enfin, une logique de police qui envisage l'étranger avant tout comme une menace potentielle à l'ordre public. L'évolution des législations les concernant traduit un compromis toujours fragile entre ces différents « intérêts ».

## IMMIGRÉS ET ÉTRANGERS, DEUX CATÉGORIES À NE PAS CONFONDRE

Etrangers et immigrés en France au 1<sup>er</sup> janvier 2014



## 2 La double absence des migrants

L'expérience migratoire ne se réduit pas à ce qu'essaient d'en saisir les catégories administratives. La fragmentation actuelle des titres de séjour selon leurs motifs (demande d'asile, réfugié, vie familiale, études, etc.) complique la vie des immigrés, qui bien souvent ne sont pas seulement réfugiés politiques, membres d'une famille ou étudiants, mais tout cela à la fois. Leur interdire d'exercer une activité rémunérée peut également les condamner au travail au noir ou à dépendre de l'assistance, ce qui renforce leur précarité.

Plus encore, comme le rappelait Abdelmalek Sayad dans *La double absence* (Le Seuil, 1999), tout immigré est d'abord un émigré. Il est donc absurde de

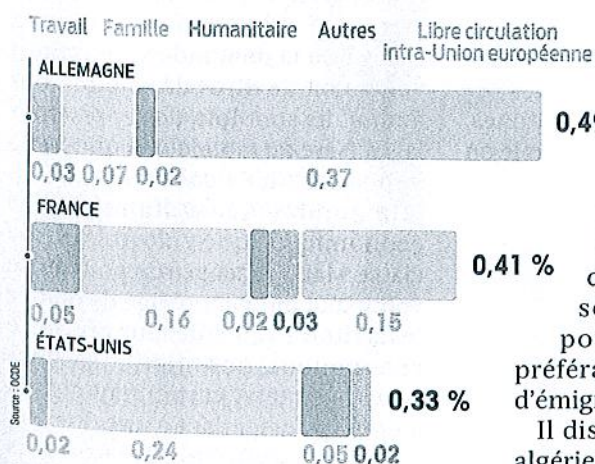
émigration en fonction des transformations des contextes sociopolitiques des deux côtés de la Méditerranée [2]. Avant la Seconde Guerre mondiale, on a affaire à une « émigration sur »

[1] Voir *Etrangers à la carte*, par Alexis Spire, Grasset, 2005.

[2] « Les trois "âges" de l'émigration algérienne en France », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 15, 1977, pp. 59-79.

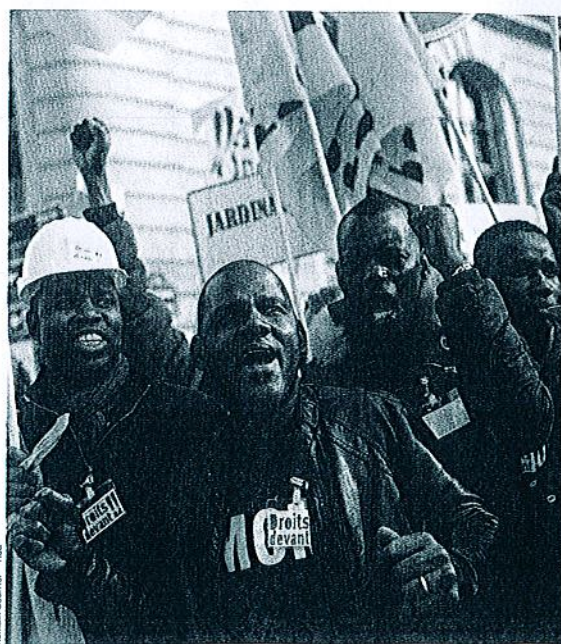
## AVANT TOUT DES DÉPLACEMENTS POUR RAISONS FAMILIALES

Entrées de migrants en 2012, en % de la population totale



dissocier conditions de départ et d'installation dans la – mal nommée – société d'accueil. C'est pourquoi le sociologue préférerait parler à leur propos d'émigrés-immigrés.

Il distingue, à partir du cas algérien, trois « âges » de cette

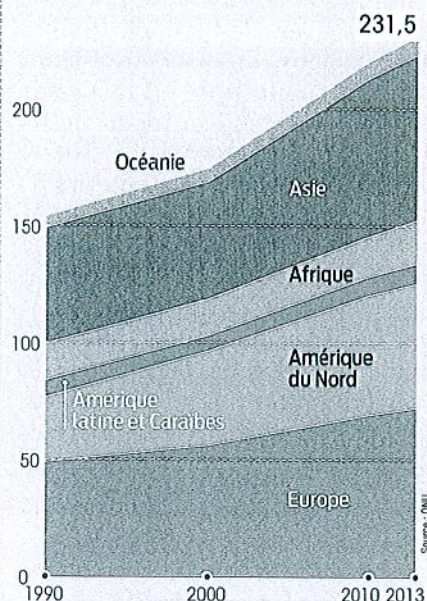


Manifestation de travailleurs sans papiers à Paris. L'insécurité juridique dans laquelle se trouvent de nombreux migrants alimente leur précarité économique.



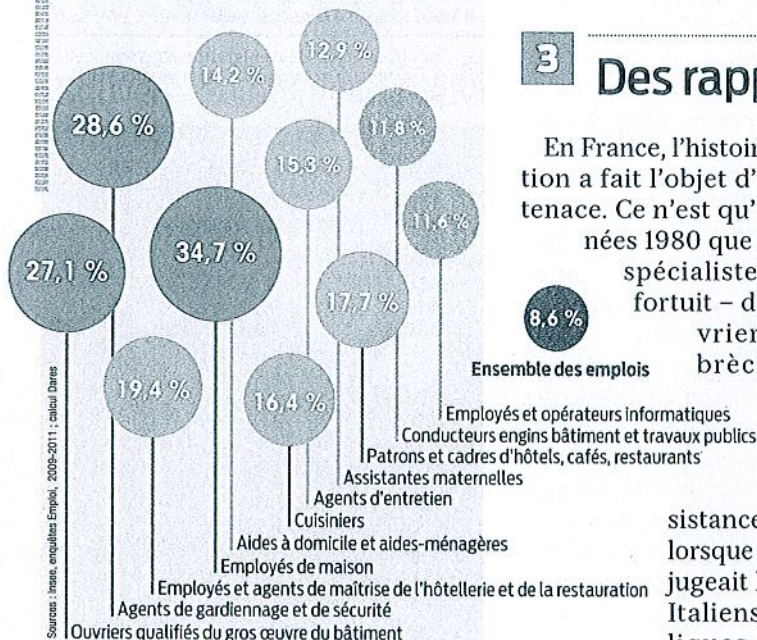
## UNE CIRCULATION CROISSANTE

Evolution du nombre de migrants selon leur région d'accueil, en millions



## LES IMMIGRÉS SURREPRÉSENTÉS AU BAS DES HIÉRARCHIES PROFESSIONNELLES

Part des immigrés dans certains métiers où ils sont très présents, moyenne 2009-2011, en %



## &gt; en savoir plus

> *Migrations et mutations de la société*

française, par Marie Poinot et Serge Weber (dir.), La Découverte, 2014.

> *Sociologie des migrations*, par Andrea Rea et Maryse Tripiet, coll. Repères, La Découverte, 2008.> *Les classes sociales dans la mondialisation*, par Anne-Catherine Wagner, coll. Repères, La Découverte, 2007.

ordre », où des sociétés paysannes luttant pour leur subsistance délèguent leurs meilleurs éléments pour une durée limitée. Cette stratégie vient cependant buter sur une conséquence inattendue : la place croissante prise par l'argent, rapporté ou envoyé par les migrants, dans les relations villageoises, qui s'en retrouvent profondément bousculées (phase de « perte de contrôle »). L'émancipation progressive de l'immigré, allongeant son séjour au point de finir par constituer une « colonie algérienne en France » en y faisant famille, constitue selon Sayad le troisième âge de l'émigration. Paradoxalement, cette dernière étape est en grande partie la conséquence de la décision prise en juillet 1974, à la suite du premier choc pétrolier<sup>[3]</sup>, de suspendre l'immigration de travail, empêchant les allers-retours constitutifs de la noria et incitant les présents à se fixer.

Pour Sayad, l'expérience migratoire est celle d'une « double

absence », autrement dit une illégitimité dans la société d'origine comme dans celle d'arrivée. Elle repose sur des illusions partagées tant par les Etats que par les migrants. La principale est sans doute celle du « provisoire », selon laquelle la migration ne serait que temporaire. Une illusion qui rend la migration acceptable pour les différentes parties et a pour effet de réduire, autre illusion, les migrants à de simples travailleurs, dont il reste impensable

qu'ils puissent un jour être malades, chômeurs ou retraités. Critiquant la réduction progressive du regard sur les migrations à une logique « coûts-avantages »<sup>[4]</sup>, Sayad insiste sur la triple domination – économique, symbolique et politique – qui caractérise la relation migratoire et que la naturalisation, acte discrétionnaire se présentant comme une faveur et non comme un droit, vient redoubler au lieu de l'atténuer<sup>[5]</sup>.

## 3

## Des rapports de classe voilés

En France, l'histoire de l'immigration a fait l'objet d'une ignorance tenace. Ce n'est qu'à la fin des années 1980 que Gérard Noiriel, spécialiste – ce n'est pas fortuit – des mondes ouvriers, a ouvert la brèche (*Le creuset français*, Le Seuil, 1988). Il rappelle les fortes résistances autochtones, lorsque par exemple on jugeait les Polonais ou Italiens « trop catholiques » pour s'assimiler. Cette xénophobie, largement attisée par certaines élites politiques et médiatiques, a pu aller jusqu'au pogrom, comme ce 17 août 1893 à Aigues-Mortes, où huit ouvriers italiens furent assassinés et plus d'une cinquantaine blessés<sup>[6]</sup>.

Aujourd'hui comme hier, les migrants sont pour une large part relégués dans les emplois « pour immigrés » aux conditions de travail et salariales dégradées. Leurs cultures, et notamment leurs langues, sont dévalorisées par les institutions et ils se voient amputés d'une série de droits civiques tout en étant soumis à des obligations spécifiques, telles que la demande et le renouvellement de titres de séjour. Pour autant, ils sont loin de représenter la « misère du monde » : leur périple implique en effet de détenir un certain nombre de capitaux, autant économiques que culturels et sociaux. Mais la menace de pouvoir se voir à tout moment obligé de quitter le territoire alimente leur précarité économique. Les migrants, sans-papiers en tête, participent ainsi à leur corps défendant à une division du travail mondialisée. Certains

60 %

des migrations internationales sont des migrations Sud-Sud.



secteurs comme le BTP, l'hôtellerie-restauration ou le nettoyage industriel, où le travail ne peut être externalisé à l'étranger, recourent ainsi à ce que l'anthropologue Emmanuel Terray qualifie de véritables « délocalisations sur place ». C'est ce qu'a mis en lumière en 2008 la grève de ces travailleurs sans existence légale, avec le soutien ambigu de certains de leurs employeurs [7]. Auparavant, le mouvement des sans-papiers avait déjà tenté, par des occupations d'églises et des grèves de la faim, de rendre visible la violence d'Etat [8] qui s'exerce à l'égard des immigrés. Preuve, si besoin était, que ces migrants ne sont pas de simples victimes mais savent se mobiliser quand cela est nécessaire.

Les travailleurs immigrés ne volent pas les emplois des autochtones, ni n'exercent une pression à la baisse sur les salaires : ils jouent davantage un rôle complémentaire sur le marché du travail. Entravés dans l'accès aux marchés primaire comme secondaire de l'emploi\* en raison de discriminations légales ou non, nombre d'entre eux trouvent à se faire embaucher ou se mettent à leur compte dans des « enclaves ethniques » en faisant jouer une « solidarité contrainte », ainsi que l'ont montré Alejandro Portes et son équipe en étudiant notamment le cas des Chinois et des Dominicains à New York. D'autres ne s'appuient pas simplement sur les réseaux exis-

tants mais en créent sous la forme de circuits commerciaux informels – pas nécessairement illégaux ! – en se jouant des frontières [9]. A l'autre extrémité de l'échelle sociale, les membres des élites se jouent également des frontières, et de longue date, accumulant un capital international (maîtrise des langues étrangères, contacts...) leur permettant de voyager sans sortir de leur milieu. Le fait qu'on les qualifie d'« expatriés » au lieu d'« immigrés » est, à cet égard, révélateur...

Les migrations révèlent finalement l'imbrication des rapports de domination entre pays et classes sociales. Tout en relativisant l'ampleur du phénomène et en gardant en tête que la majorité des mouvements se font

entre pays du Sud, on peut considérer avec François Héran que « le brassage des populations est en marche et rien ne l'arrêtera. Il n'y a pas à se demander s'il faut être pour ou contre : ce serait aussi vain que de se demander si nous devons être pour ou contre le vieillissement. La seule question est de savoir comment le réaliser dans les meilleures conditions » [10].

■ Igor Martinache

[3] Voir *Une politisation feutrée*, par Sylvain Laurens, Belin, 2009.

[4] « Coûts » et « profits » de l'immigration. Les présupposés politiques d'un débat économique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 61, 1986, pp. 79-82.

[5] « Naturel et naturalisés », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 99, 1993, pp. 26-35.

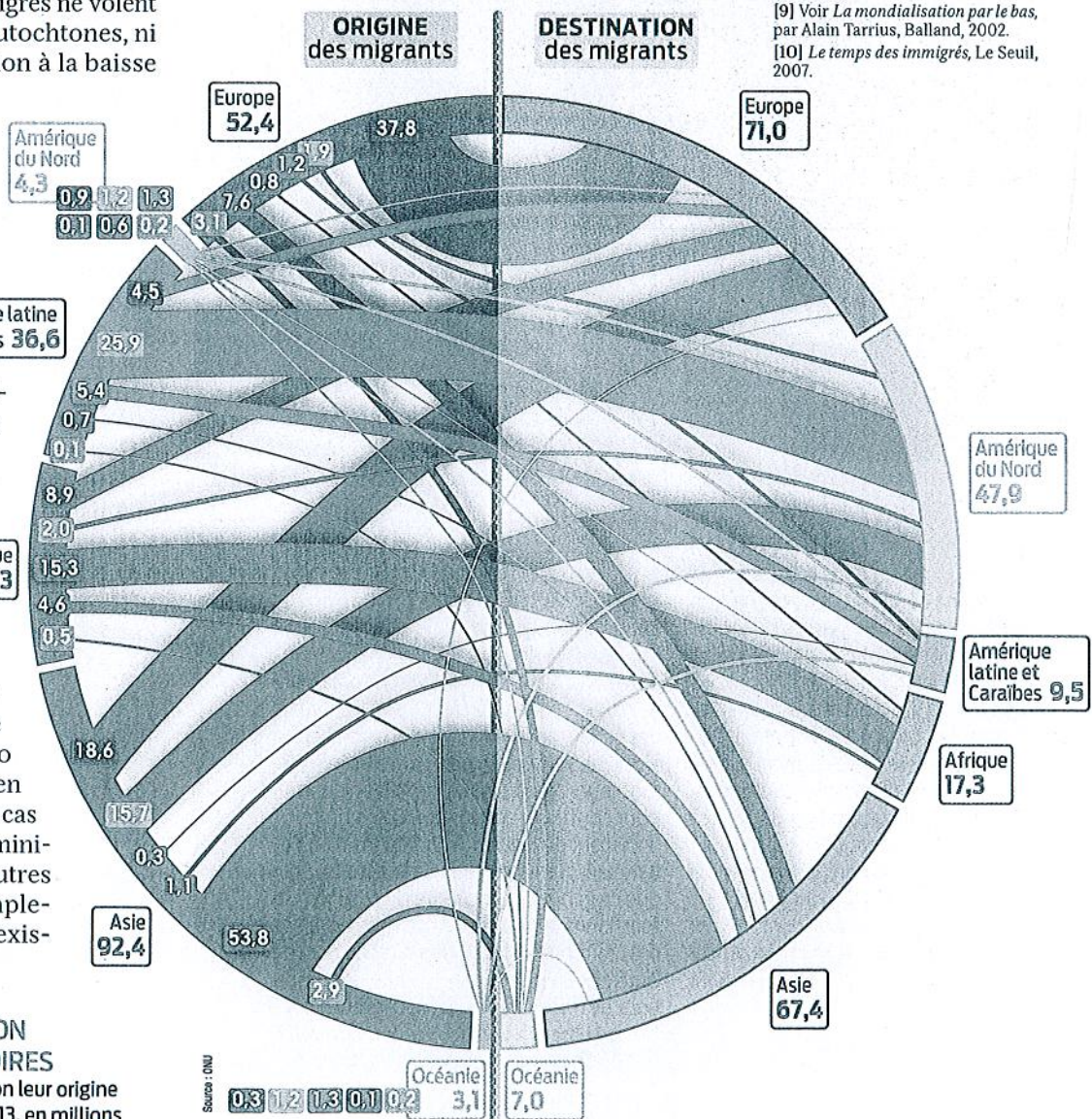
[6] Voir *Le massacre des Italiens. Aigues-Mortes, 17 août 1893*, par Gérard Noiriel, Fayard, 2010.

[7] Voir *On bosse ici, on reste ici !*, par Pierre Barron, Anne Bory, Lucie Tourette, Sébastien Chauvin et Nicolas Jounin, La Découverte, 2011.

[8] Voir *La cause des sans-papiers*, par Johanna Siméant, Presses de Sciences-Po, 1998.

[9] Voir *La mondialisation par le bas*, par Alain Tarrius, Balland, 2002.

[10] *Le temps des immigrés*, Le Seuil, 2007.



## LA RÉGIONALISATION DES FLUX MIGRATOIRES

Nombre de migrants selon leur origine et leur destination en 2013, en millions